

ALSTOM ET SIEMENS BONNE CHOSE OU PAS



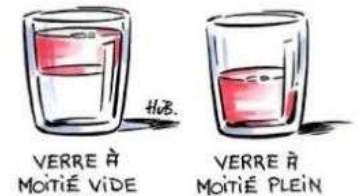
Le mariage arrangé entre Siemens et Alstom avec la bénédiction des conseils d'administration des deux sociétés, de Bouygues, de l'Etat est ... en marche. Les salariés et leurs représentants doivent, pour le moment, s'en remettre aux médias pour connaître le contenu du contrat du dit mariage...

LE MAIRE À MOITIÉ VIDE OU À MOITIÉ PLEIN ?

A en croire les auditions par les commissions de l'assemblée nationale du ministre de l'économie, M Le Maire, et du PDG d'Alstom, M Poupart-Lafarge, il faudrait se réjouir :

- Alstom n'aurait pas la taille critique, et cette « *alliance* » va permettre au nouveau groupe de lutter contre le mastodonte Chinois CRRC, par ailleurs allié historique d'Alstom (exemple : Xayeco...)
- Il conviendrait donc d'être optimiste, puisque l'Etat aurait obtenue des garanties de Siemens.

FO a analysé les engagements écrits que M Le Maire a bien voulu rendre public et il est malheureusement facile d'être pessimiste, d'autant que l'exemple récent des engagements de General Electric montre les limites du système.



FO rappelle aussi que **certains disent tout et son contraire** sur 2 ans d'écart : Ainsi, en 2014/2015 on nous vendait un ALSTOM « *pure player* » soit disant « *très agile* »...

L'ETAT SE RETIRE...

Monsieur le Maire a également indiqué que l'Etat n'entrerait pas dans le capital d'Alstom et ne maintiendrait donc pas sa présence dans le conseil d'administration (*Pour mémoire l'entrée de L'Etat dans le capital était présentée comme une garantie lors des événements ALSTOM/GE*).

Il a ajouté qu'il n'y aurait tout simplement pas eu d'alliance entre Siemens et Alstom si l'Etat avait fait usage de ses options d'achat...et que Siemens se serait tourné vers l'autre possibilité qui lui était offerte : le rachat de Bombardier.

Ceci entraine une question troublante: Pourquoi Siemens, qui aura le pouvoir, ne voulait absolument pas de l'état français dans le capital même de façon minoritaire ?

Il s'agit donc de la fin du plan Montebourg, Macron, Sirugue ... destiné à garder la main sur ce dossier stratégique. Il s'agit d'une marche arrière inquiétante

Ce mariage est, en tous cas, une union où les deux partenaires ne seront pas sur un pied d'égalité : Chacun aura compris lequel des deux va « *porter la culotte* » ...



Tout cela n'est pas fait pour tranquilliser les salariés et leurs représentants.